SOUTH ASIAN RIGHTS INITIATIVE (SARI)

BANGLADESH — DROITS HUMAINS ET SERVICES PUBLICS

5 AOÛT 2024 — 16 OCTOBRE 2026

45 Rue Emile Zola, ESA 1E L 107, Boite 87, 93120 La Courneuve, France

info@southasianrights.eu | www.southasianrights.eu | +33 7 58 42 19 75

Association W931031114

Édition livre enrichie | Dossier documentaire non exhaustif

Droits photographiques : aucune photographie sans licence n’est reproduite. Les publications sources peuvent comporter des photos éditoriales.

SOMMAIRE ET GUIDE DE LECTURE

01 — Interdiction du parti et libertés civiques

02 — Arrestations et preuves individualisées

03 — Détention, soins médicaux et décès

04 — Réunions politiques et arrestations de septembre

05 — Expression culturelle et espace universitaire

06 — Violences à Gopalganj et plaintes collectives

07 — Procédures visant Sheikh Hasina

08 — Muhammad Yunus : accusations et décisions

09 — Tarique Rahman et BNP : gouvernance et justice

10 — Rougeole et vaccination des enfants

11 — Éducation et droits des enfants

12 — Santé et populations vulnérables

13 — Prix alimentaires, pauvreté et ménages

14 — Électricité et gaz

15 — Diesel, transport et approvisionnement

16 — Banques, emploi et gouvernance économique

17 — Documentation, responsabilité et recours

Catégories : données institutionnelles, rapports d’ONG, décisions judiciaires, allégations attribuées et questions non résolues. Ces catégories ne sont pas interchangeables.

01 Interdiction du parti et libertés civiques

CONTEXTE DOCUMENTÉ

En mai 2025, les autorités intérimaires ont interdit les activités de la Ligue Awami, y compris les réunions, les publications et les communications en ligne. Human Rights Watch a contesté la compatibilité de ces restrictions générales avec les libertés d'expression et d'association. La commission électorale a ensuite suspendu l'enregistrement du parti. Un examen doit porter sur la nécessité, la proportionnalité, la durée, le contrôle judiciaire et les recours. Qualification des preuves : rapports institutionnels ou d'ONG ; chiffres et allégations attribués, sans constatation judiciaire indépendante par SARI. DOCUMENTS SOURCES / LIENS ORIGINAUX https://www.hrw.org/news/2025/05/21/bangladesh-review-laws-and-protect-human-rights-standards https://www.hrw.org/world-report/2026/country-chapters/bangladesh Photographies : les pages des éditeurs peuvent contenir des photos sous licence ; aucune image non autorisée n'est reproduite ici.

CONTEXTE ANALYTIQUE

Examiner la nécessité et la proportionnalité des restrictions générales sur les réunions, publications et communications numériques. Vérifier les recours devant un tribunal indépendant.

La responsabilité pénale est individuelle. Une restriction administrative visant un parti ne prouve pas la culpabilité de chacun de ses membres.

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER PAR UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE

Conserver les décisions écrites, dates, refus de réunion, restrictions de publication et résultats des recours.

L'enjeu dépasse les personnalités politiques : les mesures générales peuvent aussi toucher électeurs, journalistes, associations locales et familles. Il faut mesurer leur portée réelle et leurs conséquences.

La responsabilité institutionnelle exige des éléments contrôlables. Une décision datée, un dossier judiciaire ou un document médical a généralement plus de poids qu'une publication anonyme sur les réseaux sociaux.

Pour une publication internationale, chaque dossier doit préciser période, lieu et niveau de vérification. Les versions contradictoires doivent être présentées et actualisées après toute décision nouvelle.

RAPPORTS ORIGINAUX ET SOURCES PHOTOGRAPHIQUES

https://www.hrw.org/news/2025/05/21/bangladesh-review-laws-and-protect-human-rights-standards

https://www.hrw.org/world-report/2026/country-chapters/bangladesh

Photographies : consulter la page d'origine ; les droits de reproduction doivent être obtenus séparément.

02 Arrestations et preuves individualisées

CONTEXTE DOCUMENTÉ

Après août 2024, les forces de sécurité ont arrêté de nombreux responsables de l'ancien parti au pouvoir et sympathisants présumés. Human Rights Watch a décrit des plaintes visant de nombreuses personnes non identifiées, facilitant des arrestations sans éléments individualisés clairement établis. Chaque allégation exige un numéro de dossier, une date, une base juridique et une corroboration indépendante. Qualification des preuves : rapports institutionnels ou d'ONG ; chiffres et allégations attribués, sans constatation judiciaire indépendante par SARI. DOCUMENTS SOURCES / LIENS ORIGINAUX https://www.hrw.org/report/2025/01/27/after-monsoon-revolution/roadmap-lasting-security-sector-reform-bangladesh https://www.hrw.org/world-report/2026/country-chapters/bangladesh Photographies : les pages des éditeurs peuvent contenir des photos sous licence ; aucune image non autorisée n'est reproduite ici.

CONTEXTE ANALYTIQUE

Examiner les mandats, plaintes, demandes de détention provisoire et listes de suspects non identifiés. La question centrale est la preuve reliant chaque personne à une infraction.

Les accusations relatives aux violences de 2024 doivent être examinées; une affiliation politique ne constitue pas, à elle seule, une preuve de culpabilité.

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER PAR UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE

Comparer les plaintes initiales aux actes d'accusation, décisions judiciaires, demandes de libération et observations de la défense.

L'enjeu dépasse les personnalités politiques : les mesures générales peuvent aussi toucher électeurs, journalistes, associations locales et familles. Il faut mesurer leur portée réelle et leurs conséquences.

La responsabilité institutionnelle exige des éléments contrôlables. Une décision datée, un dossier judiciaire ou un document médical a généralement plus de poids qu'une publication anonyme sur les réseaux sociaux.

Pour une publication internationale, chaque dossier doit préciser période, lieu et niveau de vérification. Les versions contradictoires doivent être présentées et actualisées après toute décision nouvelle.

RAPPORTS ORIGINAUX ET SOURCES PHOTOGRAPHIQUES

https://www.hrw.org/report/2025/01/27/after-monsoon-revolution/roadmap-lasting-security-sector-reform-bangladesh

https://www.hrw.org/world-report/2026/country-chapters/bangladesh

https://www.hrw.org/news/2026/08/23/bangladesh-end-indefinite-pretrial-detention-of-political-opponents

Photographies : consulter la page d'origine ; les droits de reproduction doivent être obtenus séparément.

03 Détention, soins médicaux et décès

CONTEXTE DOCUMENTÉ

Le 23 août 2026, Human Rights Watch a demandé la fin de la détention provisoire prolongée de personnes liées à la Ligue Awami. L'organisation signalait des centaines de détenus sans inculpation, des allégations de soins insuffisants et au moins dix responsables du parti décédés en prison depuis février 2026. Chaque décès nécessite une enquête indépendante ; cette source ne prouve pas à elle seule sa cause. Qualification des preuves : rapports institutionnels ou d'ONG ; chiffres et allégations attribués, sans constatation judiciaire indépendante par SARI. DOCUMENTS SOURCES / LIENS ORIGINAUX https://www.hrw.org/news/2026/08/23/bangladesh-end-indefinite-pretrial-detention-of-political-opponents Photographies : les pages des éditeurs peuvent contenir des photos sous licence ; aucune image non autorisée n'est reproduite ici.

CONTEXTE ANALYTIQUE

Human Rights Watch a décrit en août 2026 des détenus âgés ou malades et des décès en détention. Chaque décès exige une enquête indépendante.

Un décès en prison ne démontre pas automatiquement un homicide ou une négligence médicale. Les dossiers médicaux et expertises sont indispensables.

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER PAR UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE

Réunir les dates d'incarcération, motifs, demandes de libération, traitements, transferts et certificats médicaux, avec respect de la vie privée.

L'enjeu dépasse les personnalités politiques : les mesures générales peuvent aussi toucher électeurs, journalistes, associations locales et familles. Il faut mesurer leur portée réelle et leurs conséquences.

La responsabilité institutionnelle exige des éléments contrôlables. Une décision datée, un dossier judiciaire ou un document médical a généralement plus de poids qu'une publication anonyme sur les réseaux sociaux.

Pour une publication internationale, chaque dossier doit préciser période, lieu et niveau de vérification. Les versions contradictoires doivent être présentées et actualisées après toute décision nouvelle.

RAPPORTS ORIGINAUX ET SOURCES PHOTOGRAPHIQUES

https://www.hrw.org/news/2026/08/23/bangladesh-end-indefinite-pretrial-detention-of-political-opponents

Photographies : consulter la page d'origine ; les droits de reproduction doivent être obtenus séparément.

04 Réunions politiques et arrestations de septembre

CONTEXTE DOCUMENTÉ

Human Rights Watch a rapporté l'arrestation d'environ 290 participants à une réunion du Jatiya Samajtantrik Dal à Dacca le 26 septembre 2026, après des accusations de liens avec la Ligue Awami ; 27 ont été placés en détention. L'article évoque aussi des arrestations à Barisal et Dacca lors de réunions que les participants présentaient comme des célébrations de l'anniversaire de Sheikh Hasina. Les versions divergentes doivent être attribuées. Qualification des preuves : rapports institutionnels ou d'ONG ; chiffres et allégations attribués, sans constatation judiciaire indépendante par SARI.
DOCUMENTS SOURCES / LIENS ORIGINAUX
https://www.hrw.org/news/2026/10/05/bangladeshi-police-round-up-opposition-supporters
Photographies : les pages des éditeurs peuvent contenir des photos sous licence ; aucune image non autorisée n'est reproduite ici.

CONTEXTE ANALYTIQUE

Les interpellations de septembre 2026 soulèvent des questions sur la pénalisation de l'expression politique et de l'association pacifique.

Les accusations policières et les déclarations des participants doivent être attribuées séparément. Une commémoration pacifique ne constitue pas automatiquement un complot.

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER PAR UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE

Recueillir vidéos datées, listes de personnes arrêtées, décisions de justice et témoignages indépendants.

L'enjeu dépasse les personnalités politiques : les mesures générales peuvent aussi toucher électeurs, journalistes, associations locales et familles. Il faut mesurer leur portée réelle et leurs conséquences.

La responsabilité institutionnelle exige des éléments contrôlables. Une décision datée, un dossier judiciaire ou un document médical a généralement plus de poids qu'une publication anonyme sur les réseaux sociaux.

Pour une publication internationale, chaque dossier doit préciser période, lieu et niveau de vérification. Les versions contradictoires doivent être présentées et actualisées après toute décision nouvelle.

RAPPORTS ORIGINAUX ET SOURCES PHOTOGRAPHIQUES

https://www.hrw.org/news/2026/10/05/bangladeshi-police-round-up-opposition-supporters

Photographies : consulter la page d'origine ; les droits de reproduction doivent être obtenus séparément.

05 Expression culturelle et espace universitaire

CONTEXTE DOCUMENTÉ

Le 28 août 2025, la police a arrêté 16 participants, dont des journalistes et universitaires, lors d'une discussion publique organisée par Mancha 71, selon Human Rights Watch. Certains étaient âgés. Cet épisode soulève des questions sur la protection des réunions licites et la justification individualisée des arrestations. Qualification des preuves : rapports institutionnels ou d'ONG ; chiffres et allégations attribués, sans constatation judiciaire indépendante par SARI. DOCUMENTS SOURCES / LIENS ORIGINAUX
https://www.hrw.org/news/2025/10/08/bangladesh-new-crackdown-under-anti-terrorism-law
Photographies : les pages des éditeurs peuvent contenir des photos sous licence ; aucune image non autorisée n'est reproduite ici.

CONTEXTE ANALYTIQUE

Les forums culturels et universitaires jouent un rôle essentiel dans le pluralisme. Toute intervention doit être examinée selon les actes précis reprochés.

Une opinion politique ne prouve pas la violence; toute intimidation alléguée mérite néanmoins une enquête, quelle que soit son origine.

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER PAR UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE

Vérifier le lieu, les organisateurs, les autorités concernées et les suites judiciaires éventuelles.

L'enjeu dépasse les personnalités politiques : les mesures générales peuvent aussi toucher électeurs, journalistes, associations locales et familles. Il faut mesurer leur portée réelle et leurs conséquences.

La responsabilité institutionnelle exige des éléments contrôlables. Une décision datée, un dossier judiciaire ou un document médical a généralement plus de poids qu'une publication anonyme sur les réseaux sociaux.

Pour une publication internationale, chaque dossier doit préciser période, lieu et niveau de vérification. Les versions contradictoires doivent être présentées et actualisées après toute décision nouvelle.

RAPPORTS ORIGINAUX ET SOURCES PHOTOGRAPHIQUES

https://www.hrw.org/news/2025/10/08/bangladesh-new-crackdown-under-anti-terrorism-law

Photographies : consulter la page d'origine ; les droits de reproduction doivent être obtenus séparément.

---

06 Violences à Gopalganj et plaintes collectives

CONTEXTE DOCUMENTÉ

Human Rights Watch indique que cinq personnes ont été tuées à Gopalganj le 16 juillet 2025 lors de violences impliquant forces de sécurité et sympathisants de la Ligue Awami après un rassemblement. La police a ensuite arrêté des centaines de sympathisants présumés et ouvert dix dossiers pour meurtre visant plus de 8 400 personnes, pour la plupart non identifiées. Les responsabilités restent à établir individuellement. Qualification des preuves : rapports institutionnels ou d'ONG ; chiffres et allégations attribués, sans constatation judiciaire indépendante par SARI. DOCUMENTS SOURCES / LIENS ORIGINAUX https://www.hrw.org/world-report/2026/country-chapters/bangladesh Photographies : les pages des éditeurs peuvent contenir des photos sous licence ; aucune image non autorisée n'est reproduite ici.

CONTEXTE ANALYTIQUE

Le rapport annuel de HRW évoque cinq morts en juillet 2025, puis des détentions et des procédures visant des milliers de personnes souvent non identifiées.

Les violences doivent être poursuivies sur la base de preuves individuelles, sans culpabilité collective.

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER PAR UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE

Constituer des dossiers distincts pour les morts, blessés et personnes arrêtées, avec éléments médico-légaux.

L'enjeu dépasse les personnalités politiques : les mesures générales peuvent aussi toucher électeurs, journalistes, associations locales et familles. Il faut mesurer leur portée réelle et leurs conséquences.

La responsabilité institutionnelle exige des éléments contrôlables. Une décision datée, un dossier judiciaire ou un document médical a généralement plus de poids qu'une publication anonyme sur les réseaux sociaux.

Pour une publication internationale, chaque dossier doit préciser période, lieu et niveau de vérification. Les versions contradictoires doivent être présentées et actualisées après toute décision nouvelle.

RAPPORTS ORIGINAUX ET SOURCES PHOTOGRAPHIQUES

https://www.hrw.org/world-report/2026/country-chapters/bangladesh

Photographies : consulter la page d'origine ; les droits de reproduction doivent être obtenus séparément.

---

07 Procédures visant Sheikh Hasina

CONTEXTE DOCUMENTÉ

Human Rights Watch rapporte que le Tribunal des crimes internationaux a condamné Sheikh Hasina à mort par contumace en novembre 2025 pour crimes contre l'humanité liés aux manifestations de 2024. L'organisation a également critiqué des lacunes procédurales et la peine capitale. Ce dossier ne nie pas les allégations relatives aux victimes de 2024 ; il demande une défense effective, l'accès aux preuves, un jugement impartial et des recours. Qualification des preuves : rapports institutionnels ou d'ONG ; chiffres et allégations attribués, sans constatation judiciaire indépendante par SARI. DOCUMENTS SOURCES / LIENS ORIGINAUX https://www.hrw.org/world-report/2026/country-chapters/bangladesh https://www.amnesty.org/en/location/asia-and-the-pacific/south-asia/bangladesh/ Photographies : les pages des éditeurs peuvent contenir des photos sous licence ; aucune image non autorisée n'est reproduite ici.

CONTEXTE ANALYTIQUE

Les procédures devant le Tribunal des crimes internationaux doivent être examinées au regard du droit à la défense, du recours et des garanties d'un procès équitable.

La nécessité de rendre justice pour les violences de 2024 n'efface pas les exigences de procédure. Une critique procédurale ne signifie pas une exonération.

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER PAR UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE

Obtenir jugements, actes d'accusation, observations de la défense, analyses indépendantes et statut des recours.

L'enjeu dépasse les personnalités politiques : les mesures générales peuvent aussi toucher électeurs, journalistes, associations locales et familles. Il faut mesurer leur portée réelle et leurs conséquences.

La responsabilité institutionnelle exige des éléments contrôlables. Une décision datée, un dossier judiciaire ou un document médical a généralement plus de poids qu'une publication anonyme sur les réseaux sociaux.

Pour une publication internationale, chaque dossier doit préciser période, lieu et niveau de vérification. Les versions contradictoires doivent être présentées et actualisées après toute décision nouvelle.

RAPPORTS ORIGINAUX ET SOURCES PHOTOGRAPHIQUES

https://www.hrw.org/world-report/2026/country-chapters/bangladesh

https://www.amnesty.org/en/location/asia-and-the-pacific/south-asia/bangladesh/

Photographies : consulter la page d'origine ; les droits de reproduction doivent être obtenus séparément.

---

08 Muhammad Yunus : accusations et décisions

CONTEXTE DOCUMENTÉ

Une accusation de corruption ne constitue pas une condamnation. Le 23 avril 2025, la Cour suprême a rejeté une affaire de blanchiment visant Muhammad Yunus et d'autres personnes ; le compte rendu indiquait un litige civil et non pénal. Les atteintes aux droits durant l'administration intérimaire peuvent être examinées indépendamment, mais ne prouvent pas une corruption personnelle. Toute autre allégation exige des pièces judiciaires authentifiées. Qualification des preuves : rapports institutionnels ou d'ONG ; chiffres et allégations attribués, sans constatation judiciaire indépendante par SARI. DOCUMENTS SOURCES / LIENS ORIGINAUX https://www.tbsnews.net/bangladesh/court/supreme-court-dismisses-money-laundering-case-against-yunus-13-others-1 123546 https://www.hrw.org/world-report/2026/country-chapters/bangladesh Photographies : les pages des éditeurs peuvent contenir des photos sous licence ; aucune image non autorisée n'est reproduite ici.

CONTEXTE ANALYTIQUE

Les accusations publiques doivent être reliées à des numéros de dossiers et à des décisions judiciaires exactes. Une affaire classée ne vaut pas condamnation.

Ne pas présenter comme corruption prouvée une accusation sans jugement définitif ni pièces documentaires vérifiées.

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER PAR UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE

Vérifier décisions certifiées, pièces financières légalement accessibles et réponses des personnes concernées.

L'enjeu dépasse les personnalités politiques : les mesures générales peuvent aussi toucher électeurs, journalistes, associations locales et familles. Il faut mesurer leur portée réelle et leurs conséquences.

La responsabilité institutionnelle exige des éléments contrôlables. Une décision datée, un dossier judiciaire ou un document médical a généralement plus de poids qu'une publication anonyme sur les réseaux sociaux.

Pour une publication internationale, chaque dossier doit préciser période, lieu et niveau de vérification. Les versions contradictoires doivent être présentées et actualisées après toute décision nouvelle.

RAPPORTS ORIGINAUX ET SOURCES PHOTOGRAPHIQUES

https://www.tbsnews.net/bangladesh/court/supreme-court-dismisses-money-laundering-case-against-yunus-13-others-1

https://www.hrw.org/world-report/2026/country-chapters/bangladesh

Photographies : consulter la page d'origine ; les droits de reproduction doivent être obtenus séparément.

09 Tarique Rahman et BNP : gouvernance et justice

CONTEXTE DOCUMENTÉ

La Cour suprême a acquitté Tarique Rahman et un autre prévenu dans une affaire de blanchiment le 6 mars 2025, selon Bangladesh Sangbad Sangstha. Présenter cette affaire comme une condamnation actuelle serait inexact. Human Rights Watch a séparément critiqué les arrestations d'opposants présumés et signalé des décès en prison depuis l'entrée en fonction du gouvernement BNP en février 2026. La responsabilité publique ne prouve pas une culpabilité pénale individuelle. Qualification des preuves : rapports institutionnels ou d'ONG ; chiffres et allégations attribués, sans constatation judiciaire indépendante par SARI. DOCUMENTS SOURCES / LIENS ORIGINAUX https://www.bssnews.net/news/252326 https://www.hrw.org/news/2026/08/23/bangladesh-end-indefinite-pretrial-detention-of-political-opponents https://www.hrw.org/news/2026/10/05/bangladeshi-police-round-up-opposition-supporters Photographies : les pages des éditeurs peuvent contenir des photos sous licence ; aucune image non autorisée n'est reproduite ici.

CONTEXTE ANALYTIQUE

La pratique du gouvernement dirigé par le BNP depuis février 2026 peut être examinée au regard des arrestations, de l'indépendance judiciaire et des droits de l'opposition.

Les acquittements et annulations de condamnation doivent figurer dans toute présentation de dossiers anciens.

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER PAR UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE

Comparer les engagements officiels aux faits documentés et distinguer cas individuels et tendances institutionnelles.

L'enjeu dépasse les personnalités politiques : les mesures générales peuvent aussi toucher électeurs, journalistes, associations locales et familles. Il faut mesurer leur portée réelle et leurs conséquences.

La responsabilité institutionnelle exige des éléments contrôlables. Une décision datée, un dossier judiciaire ou un document médical a généralement plus de poids qu'une publication anonyme sur les réseaux sociaux.

Pour une publication internationale, chaque dossier doit préciser période, lieu et niveau de vérification. Les versions contradictoires doivent être présentées et actualisées après toute décision nouvelle.

RAPPORTS ORIGINAUX ET SOURCES PHOTOGRAPHIQUES

https://www.bssnews.net/news/252326

https://www.hrw.org/news/2026/08/23/bangladesh-end-indefinite-pretrial-detention-of-political-opponents

https://www.hrw.org/news/2026/10/05/bangladeshi-police-round-up-opposition-supporters

Photographies : consulter la page d'origine ; les droits de reproduction doivent être obtenus séparément.

---

10 Rougeole et vaccination des enfants

CONTEXTE DOCUMENTÉ

Le rapport des Nations unies arrêté au 25 juin 2026 faisait état de plus de 95 760 cas suspects de rougeole, 11 390 cas confirmés, 596 décès suspects et 93 décès confirmés dans 64 districts. Les moins de cinq ans représentaient 81 % des cas. Plus de 18,4 millions d'enfants avaient également été vaccinés. Ces chiffres ne constituent pas le bilan d'octobre ; les responsabilités exigent des preuves épidémiologiques. Qualification des preuves : rapports institutionnels ou d'ONG ; chiffres et allégations attribués, sans constatation judiciaire indépendante par SARI. DOCUMENTS SOURCES / LIENS ORIGINAUX
https://bangladesh.un.org/en/319256-bangladesh-situation-report-5-measles-outbreak-25-june-2026
Photographies : les pages des éditeurs peuvent contenir des photos sous licence ; aucune image non autorisée n'est reproduite ici.

CONTEXTE ANALYTIQUE

Le rapport de l'ONU au 25 juin 2026 signale plus de 95 760 cas suspects, 11 390 cas confirmés, 596 décès suspects et 93 décès confirmés; plus de 18,4 millions d'enfants ont été vaccinés.

Les catégories « suspects » et « confirmés » ne doivent pas être additionnées sans précaution. L'épidémie ne prouve pas à elle seule la faute personnelle d'un responsable.

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER PAR UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE

Comparer couverture vaccinale, approvisionnement, surveillance et données par district et par âge.

L'enjeu dépasse les personnalités politiques : les mesures générales peuvent aussi toucher électeurs, journalistes, associations locales et familles. Il faut mesurer leur portée réelle et leurs conséquences.

La responsabilité institutionnelle exige des éléments contrôlables. Une décision datée, un dossier judiciaire ou un document médical a généralement plus de poids qu'une publication anonyme sur les réseaux sociaux.

Pour une publication internationale, chaque dossier doit préciser période, lieu et niveau de vérification. Les versions contradictoires doivent être présentées et actualisées après toute décision nouvelle.

RAPPORTS ORIGINAUX ET SOURCES PHOTOGRAPHIQUES

https://bangladesh.un.org/en/319256-bangladesh-situation-report-5-measles-outbreak-25-june-2026

https://www.who.int/southeastasia/outbreaks-and-emergencies/disease-outbreak-news/item/2026-DON598

Photographies : consulter la page d’origine ; les droits de reproduction doivent être obtenus séparément.

11 Éducation et droits des enfants

CONTEXTE DOCUMENTÉ

Les perturbations éducatives doivent être examinées à partir des données sur la fréquentation, les fermetures, les examens, la rémunération des enseignants, la sécurité et les budgets. Human Rights Watch a documenté des fermetures de programmes préscolaires dans les camps rohingyas liées aux coupes budgétaires. Il serait injustifié d’affirmer que tout le système national a été détruit sans données nationales. Qualification des preuves : rapports institutionnels ou d’ONG ; chiffres et allégations attribués, sans constatation judiciaire indépendante par SARI. DOCUMENTS SOURCES / LIENS ORIGINAUX https://www.hrw.org/world-report/2026/country-chapters/bangladesh Photographies : les pages des éditeurs peuvent contenir des photos sous licence ; aucune image non autorisée n’est reproduite ici.

CONTEXTE ANALYTIQUE

Étudier l’assiduité, la sécurité scolaire, la disponibilité des enseignants, les fermetures et le coût de la scolarité.

Une perturbation locale ne démontre pas l’effondrement de l’ensemble du système éducatif.

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER PAR UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE

Collecter calendriers, statistiques officielles, témoignages et indicateurs UNICEF ou UNESCO comparables.

L’enjeu dépasse les personnalités politiques : les mesures générales peuvent aussi toucher électeurs, journalistes, associations locales et familles. Il faut mesurer leur portée réelle et leurs conséquences.

La responsabilité institutionnelle exige des éléments contrôlables. Une décision datée, un dossier judiciaire ou un document médical a généralement plus de poids qu’une publication anonyme sur les réseaux sociaux.

Pour une publication internationale, chaque dossier doit préciser période, lieu et niveau de vérification. Les versions contradictoires doivent être présentées et actualisées après toute décision nouvelle.

RAPPORTS ORIGINAUX ET SOURCES PHOTOGRAPHIQUES

https://www.hrw.org/world-report/2026/country-chapters/bangladesh

Photographies : consulter la page d’origine ; les droits de reproduction doivent être obtenus séparément.

12 Santé et populations vulnérables

CONTEXTE DOCUMENTÉ

La responsabilité du système de santé englobe la surveillance de la rougeole, la couverture vaccinale, les médicaments essentiels, la santé maternelle et infantile et les soins aux détenus. L'ONU fournit des indicateurs sur l'épidémie et la vaccination ; Human Rights Watch signale des allégations de refus de soins aux détenus politiques et des services réduits dans les camps rohingyas. Les causes ne doivent pas être confondues. Qualification des preuves : rapports institutionnels ou d'ONG ; chiffres et allégations attribués, sans constatation judiciaire indépendante par SARI. DOCUMENTS SOURCES / LIENS ORIGINAUX
https://bangladesh.un.org/en/319256-bangladesh-situation-report-5-measles-outbreak-25-june-2026 https://www.hrw.org/news/2026/08/23/bangladesh-end-indefinite-pretrial-detention-of-political-opponents https://www.hrw.org/world-report/2026/country-chapters/bangladesh Photographies : les pages des éditeurs peuvent contenir des photos sous licence ; aucune image non autorisée n'est reproduite ici.

CONTEXTE ANALYTIQUE

Analyser l'accès aux soins primaires, aux urgences, aux médicaments et à la santé maternelle et infantile, y compris en détention.

Il faut distinguer une difficulté de financement nationale d'un manquement prouvé dans un établissement précis.

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER PAR UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE

Étudier dépenses publiques, stocks de médicaments, capacité hospitalière et délais d'orientation.

L'enjeu dépasse les personnalités politiques : les mesures générales peuvent aussi toucher électeurs, journalistes, associations locales et familles. Il faut mesurer leur portée réelle et leurs conséquences.

La responsabilité institutionnelle exige des éléments contrôlables. Une décision datée, un dossier judiciaire ou un document médical a généralement plus de poids qu'une publication anonyme sur les réseaux sociaux.

Pour une publication internationale, chaque dossier doit préciser période, lieu et niveau de vérification. Les versions contradictoires doivent être présentées et actualisées après toute décision nouvelle.

RAPPORTS ORIGINAUX ET SOURCES PHOTOGRAPHIQUES

https://bangladesh.un.org/en/319256-bangladesh-situation-report-5-measles-outbreak-25-june-2026

https://www.hrw.org/news/2026/08/23/bangladesh-end-indefinite-pretrial-detention-of-political-opponents

https://www.hrw.org/world-report/2026/country-chapters/bangladesh

Photographies : consulter la page d'origine ; les droits de reproduction doivent être obtenus séparément.

13 Prix alimentaires, pauvreté et ménages

CONTEXTE DOCUMENTÉ

La mise à jour de la Banque mondiale d'octobre 2026 estimait la croissance à 3,4 % pour les exercices 2026 et 2027 et environ 2,1 millions de personnes supplémentaires vivant dans la pauvreté en 2026. L'inflation a réduit le pouvoir d'achat, tandis que les créations d'emplois stagnaient et que les femmes perdaient des emplois. L'imputation à une seule personnalité exige une analyse plus poussée. Qualification des preuves : rapports institutionnels ou d'ONG ; chiffres et allégations attribués, sans constatation judiciaire indépendante par SARI. DOCUMENTS SOURCES / LIENS ORIGINAUX https://www. worldbank.org/en/news/press-release/2026/10/06/bangladesh-needs-urgent-financial-energy-and-reven ue-r eforms-to-restore-growth-cre https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/ documentdetail/099408104212512419 Photographies : les pages des éditeurs peuvent contenir des photos sous licence ; aucune image non autorisée n'est reproduite ici.

CONTEXTE ANALYTIQUE

La Banque mondiale estime en octobre 2026 qu'environ 2,1 millions de personnes supplémentaires sont tombées dans la pauvreté durant l'exercice FY26.

Cette estimation économique ne démontre pas à elle seule une corruption personnelle. Elle appelle une analyse des politiques et des protections sociales.

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER PAR UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE

Comparer prix des produits de base, salaires réels, pouvoir d'achat et méthodes des estimations.

L'enjeu dépasse les personnalités politiques : les mesures générales peuvent aussi toucher électeurs, journalistes, associations locales et familles. Il faut mesurer leur portée réelle et leurs conséquences.

La responsabilité institutionnelle exige des éléments contrôlables. Une décision datée, un dossier judiciaire ou un document médical a généralement plus de poids qu'une publication anonyme sur les réseaux sociaux.

Pour une publication internationale, chaque dossier doit préciser période, lieu et niveau de vérification. Les versions contradictoires doivent être présentées et actualisées après toute décision nouvelle.

RAPPORTS ORIGINAUX ET SOURCES PHOTOGRAPHIQUES

https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2026/10/06/bangladesh-needs-urgent-financial-energy-and-revenue-r

https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099408104212512419

https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2026/10/06/bangladesh-needs-urgent-financial-energy-and-revenue-reforms-to-restore-growth-cre

Photographies : consulter la page d'origine ; les droits de reproduction doivent être obtenus séparément.

14 Électricité et gaz

CONTEXTE DOCUMENTÉ

La Banque mondiale identifie les contraintes énergétiques comme un obstacle majeur à l'investissement, à la production et à la reprise économique. Cela établit une vulnérabilité sectorielle, et non une absence totale d'électricité, de gaz ou de diesel dans tout le Bangladesh. Chaque pénurie doit être documentée par lieu, dates, durée, carburant, fournisseur, personnes touchées et preuves primaires. Qualification des preuves : rapports institutionnels ou d'ONG ; chiffres et allégations attribués, sans constatation judiciaire indépendante par SARI. DOCUMENTS SOURCES / LIENS ORIGINAUX https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2026/10/06/bangladesh-needs-urgent-financial-energy-and-revenue-r eforms-to-restore-growth-cre Photographies : les pages des éditeurs peuvent contenir des photos sous licence ; aucune image non autorisée n'est reproduite ici.

CONTEXTE ANALYTIQUE

Examiner la production électrique, les importations de combustibles, les interruptions locales et l'approvisionnement en gaz des industries.

Des fragilités du secteur énergétique ne signifient pas que tout le pays est privé d'électricité ou de gaz.

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER PAR UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE

Utiliser les bulletins des réseaux, données d'interruption, allocations industrielles et enquêtes indépendantes.

L'enjeu dépasse les personnalités politiques : les mesures générales peuvent aussi toucher électeurs, journalistes, associations locales et familles. Il faut mesurer leur portée réelle et leurs conséquences.

La responsabilité institutionnelle exige des éléments contrôlables. Une décision datée, un dossier judiciaire ou un document médical a généralement plus de poids qu'une publication anonyme sur les réseaux sociaux.

Pour une publication internationale, chaque dossier doit préciser période, lieu et niveau de vérification. Les versions contradictoires doivent être présentées et actualisées après toute décision nouvelle.

RAPPORTS ORIGINAUX ET SOURCES PHOTOGRAPHIQUES

https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2026/10/06/bangladesh-needs-urgent-financial-energy-and-revenue-r

https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2026/10/06/bangladesh-needs-urgent-financial-energy-and-revenue-reforms-to-restore-growth-cre

Photographies : consulter la page d'origine ; les droits de reproduction doivent être obtenus séparément.

---

15 Diesel, transport et approvisionnement

CONTEXTE DOCUMENTÉ

La Banque mondiale signalait un ratio de prêts non performants de 33,2 % en juin 2026 contre 30,6 % en décembre 2025, et des recettes fiscales de 8,3 % du PIB. Ces fragilités peuvent affecter les services publics, l'emploi et le niveau de vie. Les statistiques agrégées ne prouvent pas une fraude ou un détournement commis par une personne nommée. Qualification des preuves : rapports institutionnels ou d'ONG ; chiffres et allégations attribués, sans constatation judiciaire indépendante par SARI. DOCUMENTS SOURCES / LIENS ORIGINAUX https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2026/10/06/bangladesh-needs-urgent-financial-energy-and-revenue-r eforms-to-restore-growth-cre Photographies : les pages des éditeurs peuvent contenir des photos sous licence ; aucune image non autorisée n'est reproduite ici.

CONTEXTE ANALYTIQUE

Étudier la disponibilité du diesel, les importations, les prix, les perturbations des transports et les besoins agricoles.

Une pénurie locale ou une hausse de prix ne permet pas de conclure à une absence totale de diesel au Bangladesh.

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER PAR UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE

Recueillir stocks par station, circulaires, prix datés et conséquences documentées.

L'enjeu dépasse les personnalités politiques : les mesures générales peuvent aussi toucher électeurs, journalistes, associations locales et familles. Il faut mesurer leur portée réelle et leurs conséquences.

La responsabilité institutionnelle exige des éléments contrôlables. Une décision datée, un dossier judiciaire ou un document médical a généralement plus de poids qu'une publication anonyme sur les réseaux sociaux.

Pour une publication internationale, chaque dossier doit préciser période, lieu et niveau de vérification. Les versions contradictoires doivent être présentées et actualisées après toute décision nouvelle.

RAPPORTS ORIGINAUX ET SOURCES PHOTOGRAPHIQUES

https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2026/10/06/bangladesh-needs-urgent-financial-energy-and-revenue-r

Photographies : consulter la page d'origine ; les droits de reproduction doivent être obtenus séparément.

---

16 Banques, emploi et gouvernance économique

CONTEXTE DOCUMENTÉ

Human Rights Watch a documenté des attaques contre des maisons hindoues à Rangpur en juillet 2025, des violences sexistes et des attaques de foule ; selon Ain O Salish Kendra, 124 personnes auraient été tuées dans de telles attaques entre juin et août 2025. La documentation doit être centrée sur les victimes sans attribuer collectivement tous les actes à un même parti. Qualification des preuves : rapports institutionnels ou d'ONG ; chiffres et allégations attribués, sans constatation judiciaire indépendante par SARI. DOCUMENTS SOURCES / LIENS ORIGINAUX https://www.hrw.org/world-report/2026/country-chapters/bangladesh Photographies : les pages des éditeurs peuvent contenir des photos sous licence ; aucune image non autorisée n'est reproduite ici.

CONTEXTE ANALYTIQUE

La Banque mondiale rapporte des prêts non performants à 33,2 % en juin 2026 contre 30,6 % en décembre 2025, avec une création d'emplois faible.

Ces données appellent un examen des politiques publiques, mais ne prouvent pas un délit individuel.

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER PAR UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE

Mobiliser données bancaires, audits, budgets et enquêtes sur l'emploi avec leurs définitions.

L'enjeu dépasse les personnalités politiques : les mesures générales peuvent aussi toucher électeurs, journalistes, associations locales et familles. Il faut mesurer leur portée réelle et leurs conséquences.

La responsabilité institutionnelle exige des éléments contrôlables. Une décision datée, un dossier judiciaire ou un document médical a généralement plus de poids qu'une publication anonyme sur les réseaux sociaux.

Pour une publication internationale, chaque dossier doit préciser période, lieu et niveau de vérification. Les versions contradictoires doivent être présentées et actualisées après toute décision nouvelle.

RAPPORTS ORIGINAUX ET SOURCES PHOTOGRAPHIQUES

https://www.hrw.org/world-report/2026/country-chapters/bangladesh

https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2026/10/06/bangladesh-needs-urgent-financial-energy-and-revenue-reforms-to-restore-growth-cre

Photographies : consulter la page d'origine ; les droits de reproduction doivent être obtenus séparément.

---

17 Documentation, responsabilité et recours

CONTEXTE DOCUMENTÉ

soumission Un dossier crédible destiné aux institutions internationales doit comprendre un registre des incidents, le consentement des victimes si nécessaire, une chronologie, les pièces médicales et judiciaires, les publications originales, les droits concernés, la réponse des autorités, l'état des procédures et les lacunes de vérification. Ce rapport examine particulièrement les droits des personnes liées à la Ligue Awami tout en reconnaissant les conclusions de l'ONU sur les violations graves lors des manifestations de 2024. Qualification des preuves : rapports institutionnels ou d'ONG ; chiffres et allégations attribués, sans constatation judiciaire indépendante par SARI. DOCUMENTS SOURCES / LIENS ORIGINAUX https://www.hrw.org/world-report/2026/country-chapters/bangladesh https://www.hrw.org/report/2025/01/27/after-monsoon-revolution/roadmap-lasting-security-sector-reform-bangladesh https://www.amnesty.org/en/location/asia-and-the-pacific/south-asia/bangladesh/ Photographies : les pages des éditeurs peuvent contenir des photos sous licence ; aucune image non autorisée n'est reproduite ici.

CONTEXTE ANALYTIQUE

Chaque incident allégué doit être inscrit dans un dossier distinct indiquant faits connus, contestations et preuves manquantes.

Les garanties fondamentales valent pour toutes les victimes, indépendamment de leur appartenance politique.

ÉLÉMENTS À VÉRIFIER PAR UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE

Tenir un registre des preuves, consentements, corrections et droits de réponse.

L'enjeu dépasse les personnalités politiques : les mesures générales peuvent aussi toucher électeurs, journalistes, associations locales et familles. Il faut mesurer leur portée réelle et leurs conséquences.

La responsabilité institutionnelle exige des éléments contrôlables. Une décision datée, un dossier judiciaire ou un document médical a généralement plus de poids qu'une publication anonyme sur les réseaux sociaux.

Pour une publication internationale, chaque dossier doit préciser période, lieu et niveau de vérification. Les versions contradictoires doivent être présentées et actualisées après toute décision nouvelle.

RAPPORTS ORIGINAUX ET SOURCES PHOTOGRAPHIQUES

https://www.hrw.org/world-report/2026/country-chapters/bangladesh

https://www.hrw.org/report/2025/01/27/after-monsoon-revolution/roadmap-lasting-security-sector-reform-bangladesh

https://www.amnesty.org/en/location/asia-and-the-pacific/south-asia/bangladesh/

Photographies : consulter la page d'origine ; les droits de reproduction doivent être obtenus séparément.